

Il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre

C'est peu de dire combien cet adage qui nous sert de titre sied parfaitement à Dominique de VILLEPIN et à son Gouvernement.

Le dernier évènement en date est la conférence sur l'emploi et sur les revenus qui a eu lieu le 14 décembre. Ce qui était présenté par nos responsables libéraux comme devant apporter des réponses aux inquiétudes et aux légitimes attentes de nos concitoyens, s'est avéré être une vraie mascarade.

A la sortie de la conférence, Bernard THIBAULT a ainsi pu déclarer : *« Les plus satisfaits à l'issue de cette conférence sont les employeurs. Ils ne sont contraints à rien. S'agissant du gouvernement, il ne débloque pas un euro supplémentaire pour les foyers »*.

Bien entendu, en parallèle à cet autisme social, le Gouvernement de fourbir moult projets, tous plus régressifs les uns que les autres.

Et que dire de la situation dans la Fonction publique si ce n'est qu'elle est un décalque conforme du libéralisme ambiant.

Après les suppressions d'emplois au budget 2007, le désengagement de l'Etat et le refus de toute négociation salariale, Christian JACOB vient de s'illustrer par une nouvelle tentative de passage en force : la suppression de la notation pour les fonctionnaires. Voilà qui constituerait une nouvelle attaque frontale contre le Statut Général, nos garanties collectives.

Mais, face à cette politique, le monde du travail n'est pas atone et les actions se multiplient : Au Vigan dans le Gard contre le plan WELL, chez PICARD surgelés, à DURALEX, chez DIM, à Bruxelles contre la fermeture de l'entreprise belge de VOLKSWAGEN, les privés d'emploi...

Dans le secteur public, la bataille pour GDF continue plus que jamais, les cheminots ne sont pas restés, etc.

Dans la Fonction publique, en plus de l'action transversale du 30 novembre, les mouvements se succèdent et se prolongent comme, par exemple, aux douanes, à l'Education nationale, aux impôts, à l'inspection du travail, au trésor...

A l'évidence, ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est la construction d'un mouvement convergent pour le début 2007.

C'est bien les meilleurs vœux que nous pourrions adresser au Gouvernement et au MEDEF.

cOup dE GueUle !!!

Une enquête vient de révéler que les patrons des entreprises du CAC 40 gagnent en moyenne 300 fois le SMIC. En voilà donc qui en un mois empochent 25 ans de salaires d'un smicard !

C'est déjà en soi particulièrement scandaleux. Et ce qui en rajoute encore à l'insupportable c'est que c'est parmi ceux-ci (ou leurs amis proches) que l'on trouve tous ces conseillers d'austérité pour le monde du travail, tous ces spécialistes de l'« indispensable réforme de l'état » (la leur, pas celle au service des usagers et des personnels) et de l'urgence de mettre fin aux « privilèges de la Fonction Publique ».

Au nom de la compétitivité, de la modernité, qu'ils disent ces messieurs.

Encore un peu et c'est nous qu'ils traiteraient de ringards au prétexte que nous sommes de ceux qui disent qu'il y a encore des bastilles à prendre.

Et puis quoi encore ?

Les mots de l'actu.

« Les plus satisfaits à l'issue de cette conférence sont les employeurs. Ils ne sont contraints à rien. S'agissant du gouvernement, il ne débloque pas un euro supplémentaire pour les foyers. Nous avons demandé des mesures immédiates ; il n'y en a aucune. Tous les sujets sont renvoyés à plus tard : soit à des groupes de travail, soit à d'hypothétiques discussions. Plus nous approcherons des échéances électorales, plus le doute sera permis quant aux possibles résultats.

Le gouvernement sous-estime gravement la situation. Au regard de l'urgence sociale sur les salaires, la précarité, c'est un coup pour rien. On ne me fera pas croire que le recul de la précarité dans la grande distribution passe par l'ouverture de crèches.

Le gouvernement a attendu le dernier moment pour dévoiler les mesures qu'il s'appropriait à prendre. Nous n'avons même pas eu le loisir de les commenter, encore moins de les discuter. On nous fait jouer le rôle de figurants. Nous aurions tout aussi bien pu attendre derrière notre téléviseur. En voulant instrumentaliser les organisations syndicales à quelques mois d'une importante échéance électorale, le gouvernement joue avec le feu.... »

B. Thibault à la sortie de la conférence emploi et revenus du 14/12/06